

MANIFESTE RÉOLUTION

ÉTAT PARTOUT, JUSTICE NULLE PART — en librairie le 9 octobre

Sauvons l'État. Enrichissons les Français.

LE CONSTAT

La France glisse vers la médiocrité et les Français s'appauvrissent. Nos enfants sont derniers d'Europe en mathématiques. Le revenu médian est de 2 100 euros par mois en France, contre 4 300 en Suisse.

La France est étouffée par son État. Les immigrés, les fonctionnaires, les retraités, les assistés, les riches ou l'Union européenne sont des boucs émissaires, leur sacrifice ne résoudra rien.

L'État est malade de sa bureaucratie : 438 impôts, 486 niches fiscales, 2 000 CERFA, 1,7 milliard de combinaisons pour calculer un taux de charges sociales. Règlement, aide, niche ou formulaire sont d'autres façons de dire impôt et impuissance.

L'État dépense 54 000 euros par foyer et par an, record mondial. Pour cela, il prend plus de la moitié de ce que nous gagnons. Les Français sont rationnels : plus on taxe le tabac, moins ils en prennent. Plus on taxe le travail, moins ils travaillent. D'où l'engrenage : il faudra taxer encore plus.

LA SOLUTION

Notre solution : moins dépenser pour moins taxer, alors que défense, police et justice ne reçoivent aujourd'hui que 6 % des dépenses publiques avec pour résultat l'insécurité et la pauvreté. **Concentrer l'État là où il est indispensable.** Sécurité, solidarité, éducation. 7 ministères au lieu de 35.

Tout le reste est facultatif, nous coûte et doit nous être rendu. Notre priorité : la grande restitution, salariale d'abord, patrimoniale ensuite. 600 euros par mois rendus aux travailleurs, pour un salaire net médian de 2 190 euros.

300 euros par mois restitués dès la première année, soit 13 % de salaire net en plus pour tous, par la suppression de la CSG et de la CRDS sur les revenus d'activité, deux impôts sans contrepartie.

300 euros par mois versés sur un compte épargne retraite personnel d'ici trois ans. La retraite de base reste garantie. La retraite de chacun sera assurée par son épargne plutôt que par des promesses politiques.

236 milliards d'euros économisés chaque année sur l'État et ses agences, les collectivités locales, les niches fiscales, le rendement des actifs publics et les cotisations chômage restituées.

600 milliards d'euros de patrimoine public rendus aux Français, soit 20 000 euros par foyer en trois ans. Cet argent, investi librement, amorce cette épargne retraite.

LES PROPOSITIONS

Nos propositions : simplifier, économiser et rendre aux Français le pouvoir de choisir pour eux-mêmes.

303 agences nationales au lieu de 1 104, aucun secrétariat d'État. L'élite des agents publics là où l'on ne peut pas s'en passer.

Fin du mille-feuille territorial. La commune et l'État, rien entre. Communautés de communes, régions et départements disparaissent, la préfecture reste le relais unique, accessible à tous.

580 000 postes publics fermés, 70 % du traitement conservé jusqu'à sept ans. Un départ équitable, de quoi mieux payer les agents indispensables.

Diviser au moins par 10 les 49 millions de mots du droit applicable, en réécrivant les codes en entier. Nos voisins les plus sobres font jusqu'à 50 fois plus court.

Quatre impôts pour fusionner toute la fiscalité : TVA, revenu, sociétés, foncier. Ils portent déjà 75 % des recettes. Une fiscalité simple, efficace et juste.

550 euros par mois d'aide fondamentale universelle, plus 275 euros par enfant, à la place de toutes les aides. En activité, elle devient un crédit d'impôt. Le travail paie largement mieux que l'inactivité.

6 600 euros par an sur un compte éducation au nom de l'enfant, jusqu'à 18 ans. Chaque famille choisit son école, publique, privée ou associative, évaluée sur ses résultats.

Rien ne nous condamne à la médiocrité. Nous avons intérêt à guérir notre État, nous y gagnons dès le premier jour.

Pour en savoir plus : france-resolution.fr